

# Mise en œuvre des lignes directrices ISO 26000 : processus de négociation et le contenu

Christian Brodhag

Directeur de Recherche

Ecole des Mines de Saint-Etienne (France)

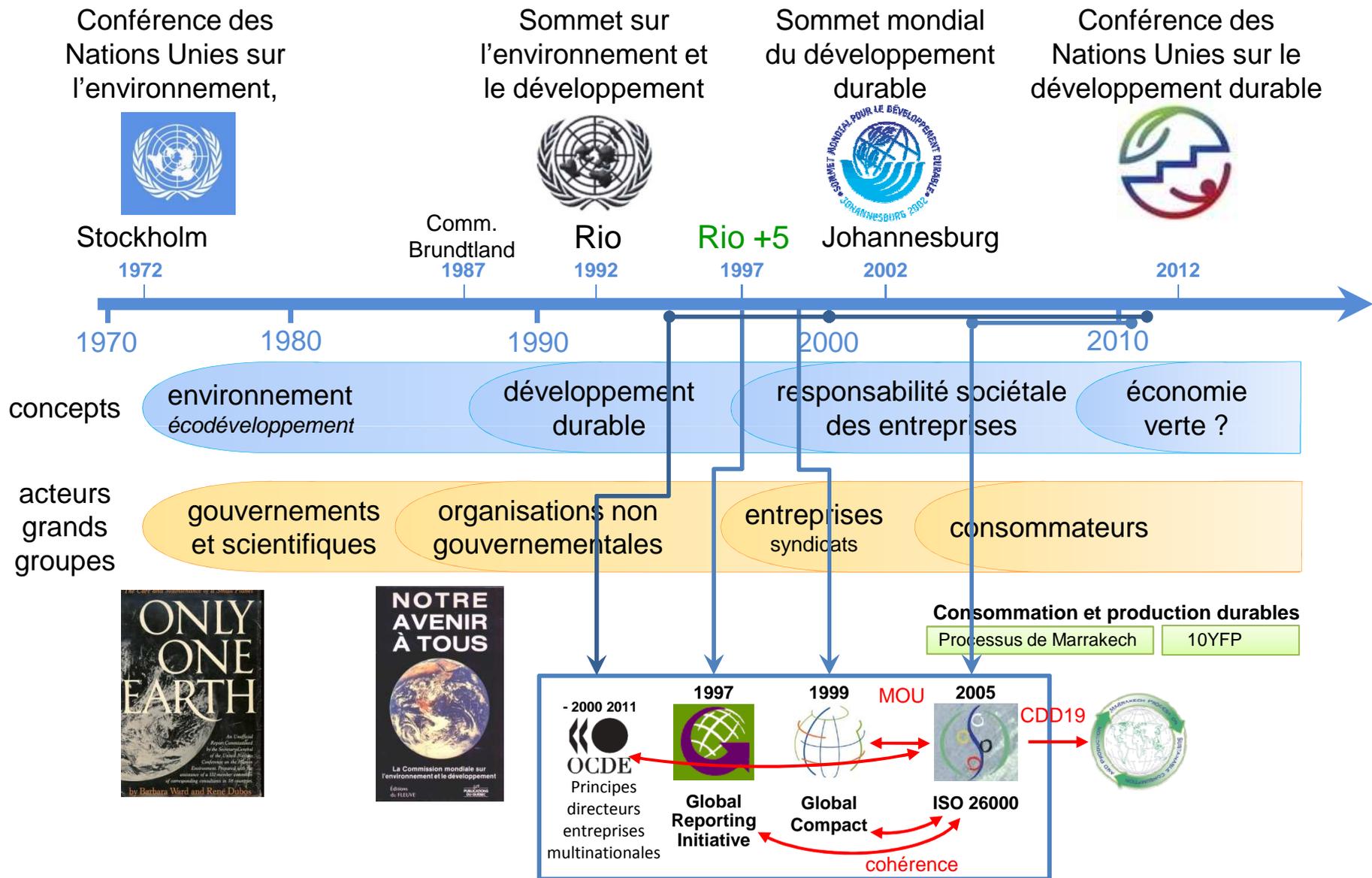
Partnership fair Working Session: Wednesday 4 May

ISO26000 : A tool for the implementation of 10 YF  
on SCP and NSDS through partnership

Sponsored by the

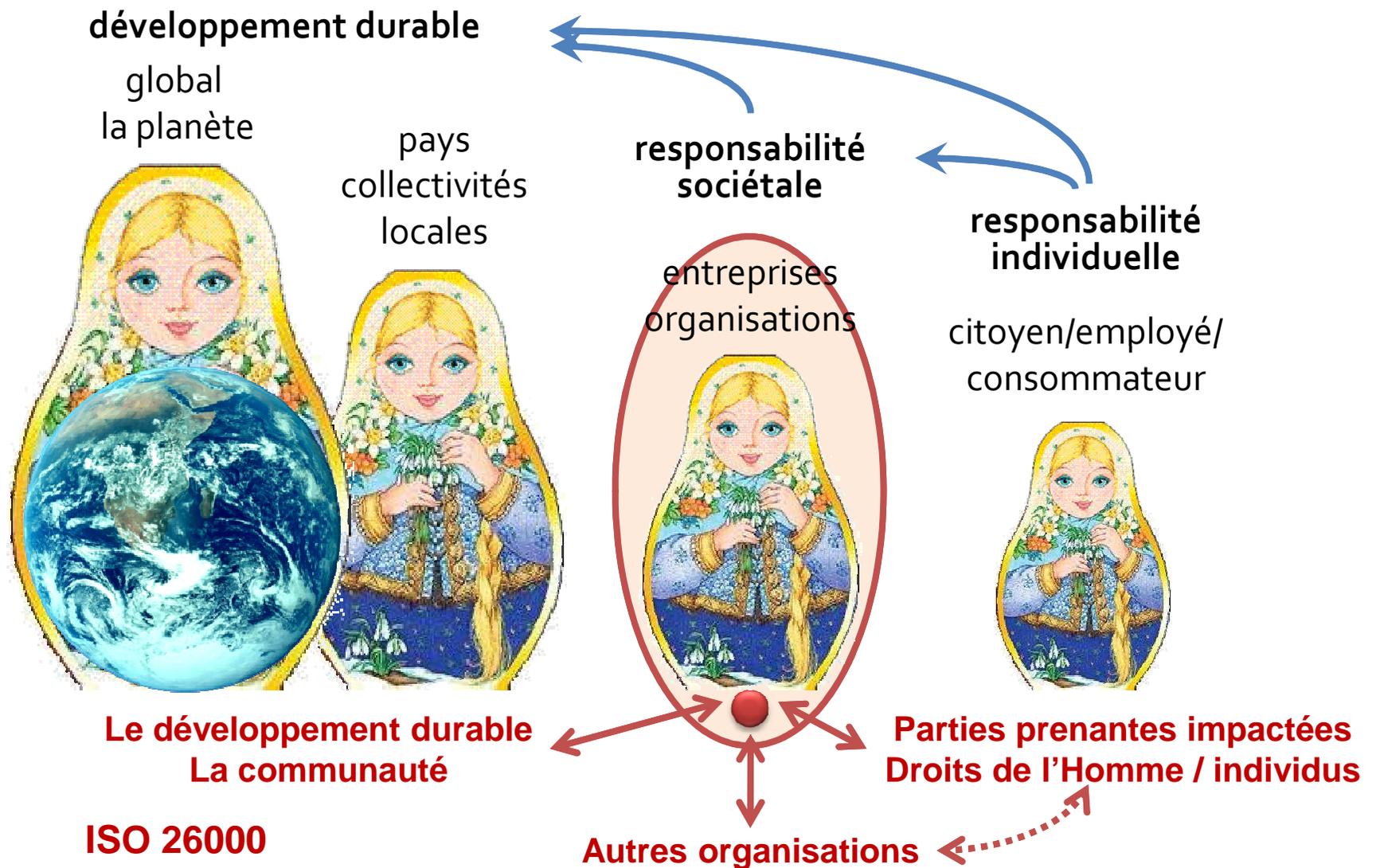
Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

# Les grandes dates du développement durable

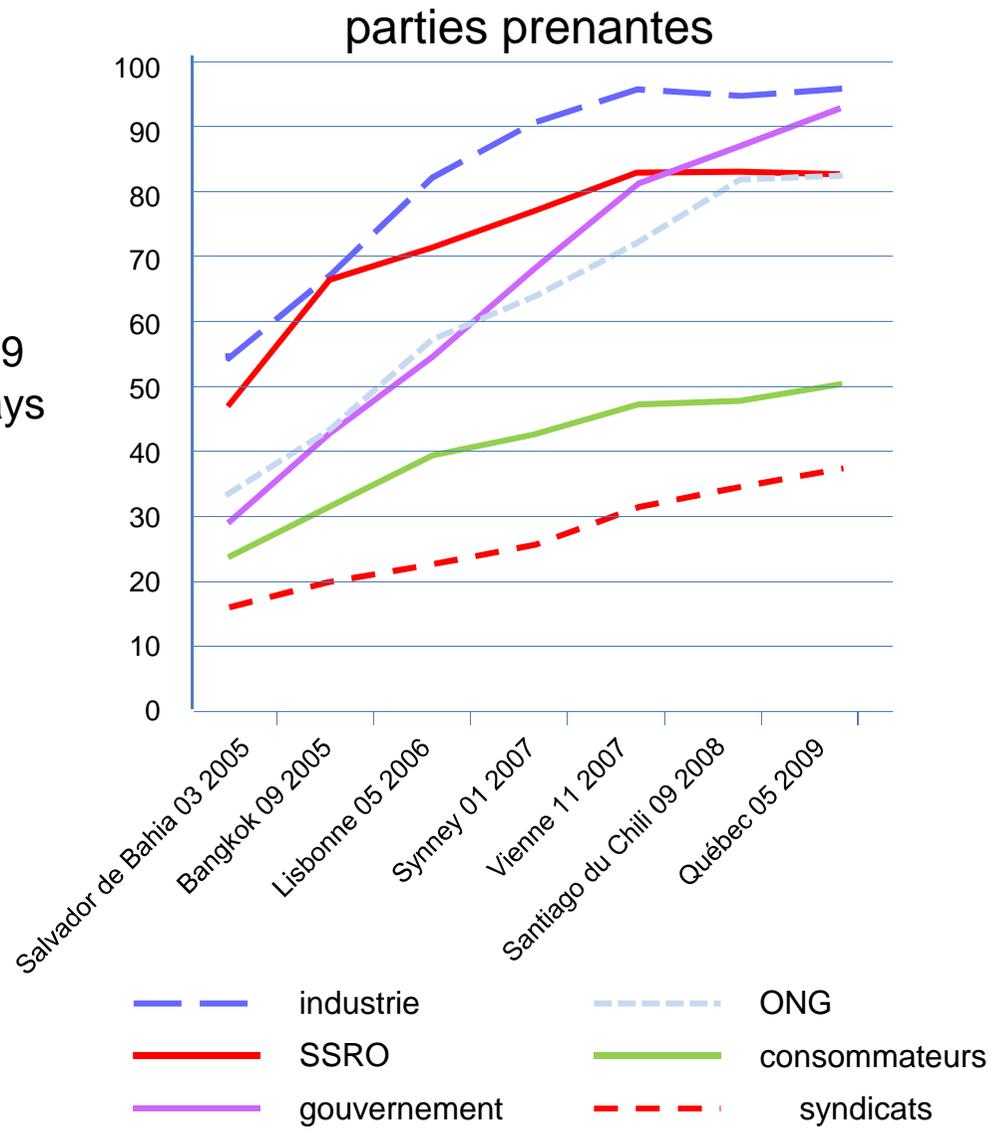
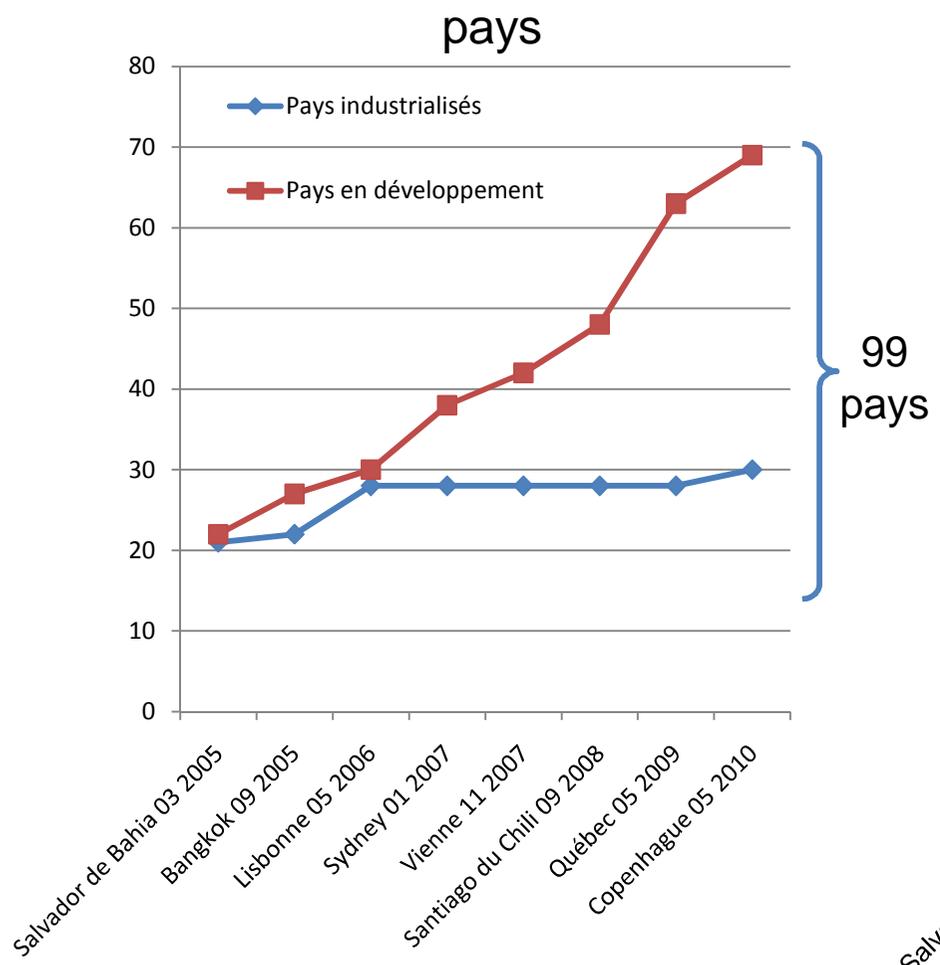


Depuis les années 1970 différents concepts et de nouveaux acteurs sont progressivement entrés dans le jeu international conduisant à une complexification de la gouvernance internationale

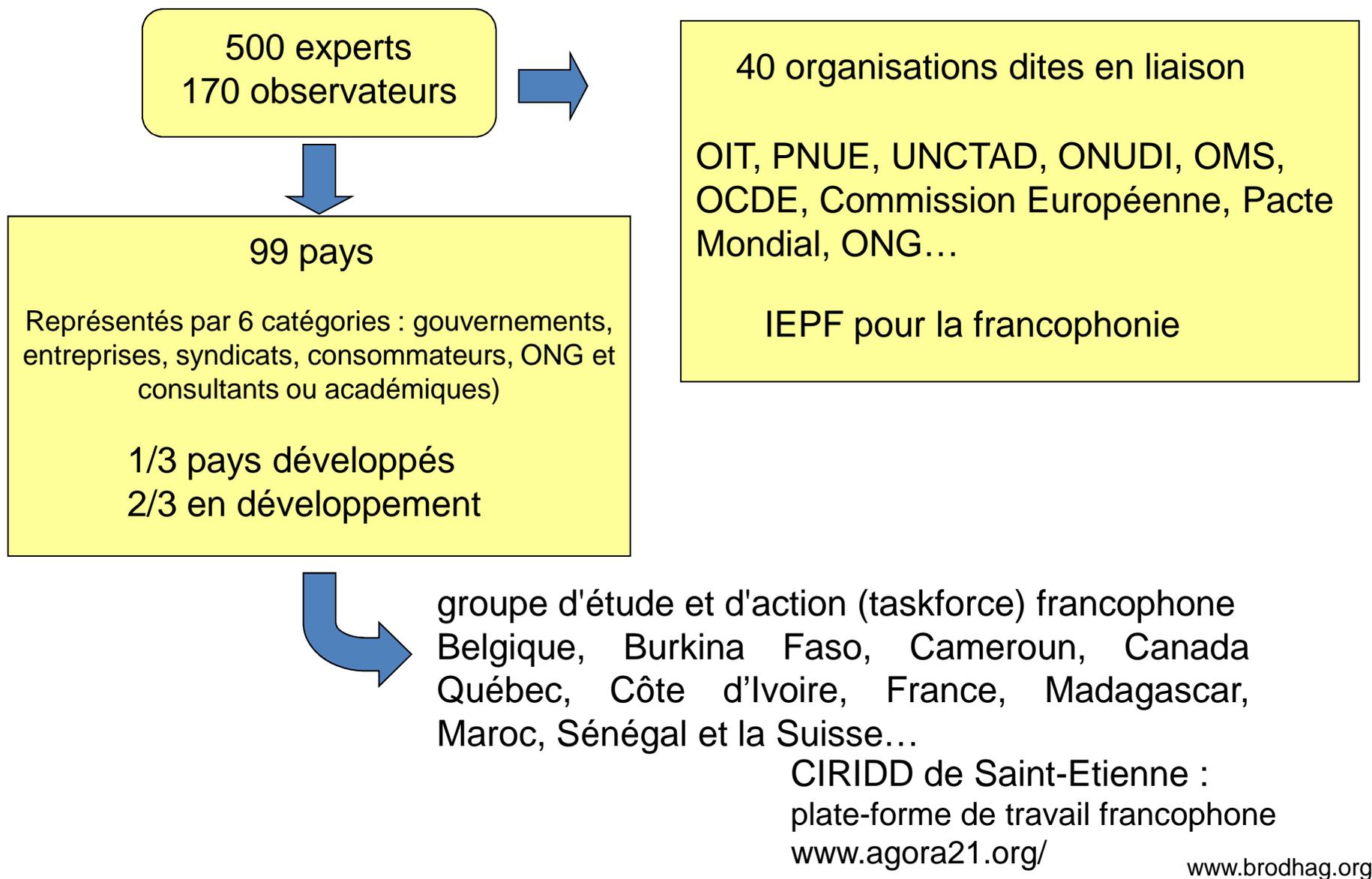
# Clarifier les relations DD RS



# Dynamique de la participation à la négociation ISO 26000



# Le processus ISO 26000



# Le statut de l'ISO 26000

- **Titre** : lignes directrices sur la responsabilité sociétale (*Guidance on Social Responsibility*)
- **Désignation** : ISO 26000
- **Acteurs cibles** : applicables par tout type d'organisation
- **Date cible pour la publication** : 3<sup>ème</sup> trimestre 2010
- **Type de norme** : norme ISO fournissant des lignes directrices, non sujet à certification par tierce partie (*ISO standard providing guidance, not intended for third-party certification*)

# Certification ?

- Les normes ISO qui prévoient des exigences ou des lignes directrices sur les pratiques de bonne gestion sont parmi les plus connues de l'offre de l'ISO. Beaucoup, mais pas toutes, sont calquées sur la structure du système de management de la norme ISO 9001 et ISO 14001. En outre, les normes de management sont divisées entre celles qui peuvent être utilisées pour la certification, telles que l'ISO 9001 et l'ISO 14001, et celles qui ne sont pas des normes d'exigence certifiables, mais donnent des orientations, telles que ISO 26000 et ISO 31000.

## **ISO 26000 - La responsabilité sociale**

- La norme ISO 26000 donne des **lignes directrices sur la responsabilité sociétale**. Elle ne suit pas le modèle de système de management et n'est pas une norme de certification. Par conséquent, toute demande par une organisation à être certifiée selon la norme ISO 26000 est fautive et les organisations devraient se méfier de toute offre de certification selon cette norme.
- La certification doit être fondée sur des exigences clairement définies en termes de système de management (comment faire) ou de performance (le résultat que l'on doit atteindre). Ces exigences doivent être définies de façon assez précises pour que le résultat de l'audit ne dépende pas de l'interprétation par l'auditeur. L'ISO 26000 ne définit pas de telles exigences, mais dit ce que l'organisation doit prendre en compte pour déterminer ses propres objectifs.

# Vote des pays sur l'ISO 26000

- vote membres-P du groupe de travail : 66 en faveur de 71 à 93% = (exigence  $\geq 66,66\%$ )  
(les membres-P s'étant abstenus ne sont pas comptés dans ce vote.)
- Vote des organes de normalisation membres : 5 votes négatifs sur 77 = 6% (exigence  $\leq 25\%$ )

Approuvé

- **Vote positif:** Argentine; Bahreïn; Barbade; Bélarus; Belgique; Brésil; Bulgarie; Cameroun; Canada; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Croatie; Chypre; République tchèque; Danemark; Equateur; Egypte; Finlande; France; Ghana; Grèce; Indonésie; Irlande; Israël; Italie; Jamaïque; Japon; Jordanie; Kenya; Corée, République de; Koweït; Liban; Lituanie; Malaisie; Malte; Maurice; Mexique; Mongolie; Maroc; Pays-Bas; Nigéria; Norvège ; Oman; Pakistan; Pérou; Philippines; Pologne; Portugal; Qatar; Roumanie; Fédération de Russie; Sainte-Lucie; Arabie saoudite; Serbie; Singapour; Slovénie; Afrique du Sud; Espagne; Sri Lanka; Suède; Suisse; République arabe syrienne; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Tunisie; Ukraine; Émirats arabes unis; Royaume-Uni; Uruguay
- **Vote négatif:** Cuba; Inde; Luxembourg; Turquie; États-Unis
- **Abstention:** Algérie; Australie; Autriche; Bangladesh; Allemagne; Hongrie; Islande; Iran, République islamique d ' ; Nouvelle-Zélande; L'ex-République yougoslave de Macédoine; Viet Nam

# ISO 26000 lignes directrices pour la responsabilité sociétale

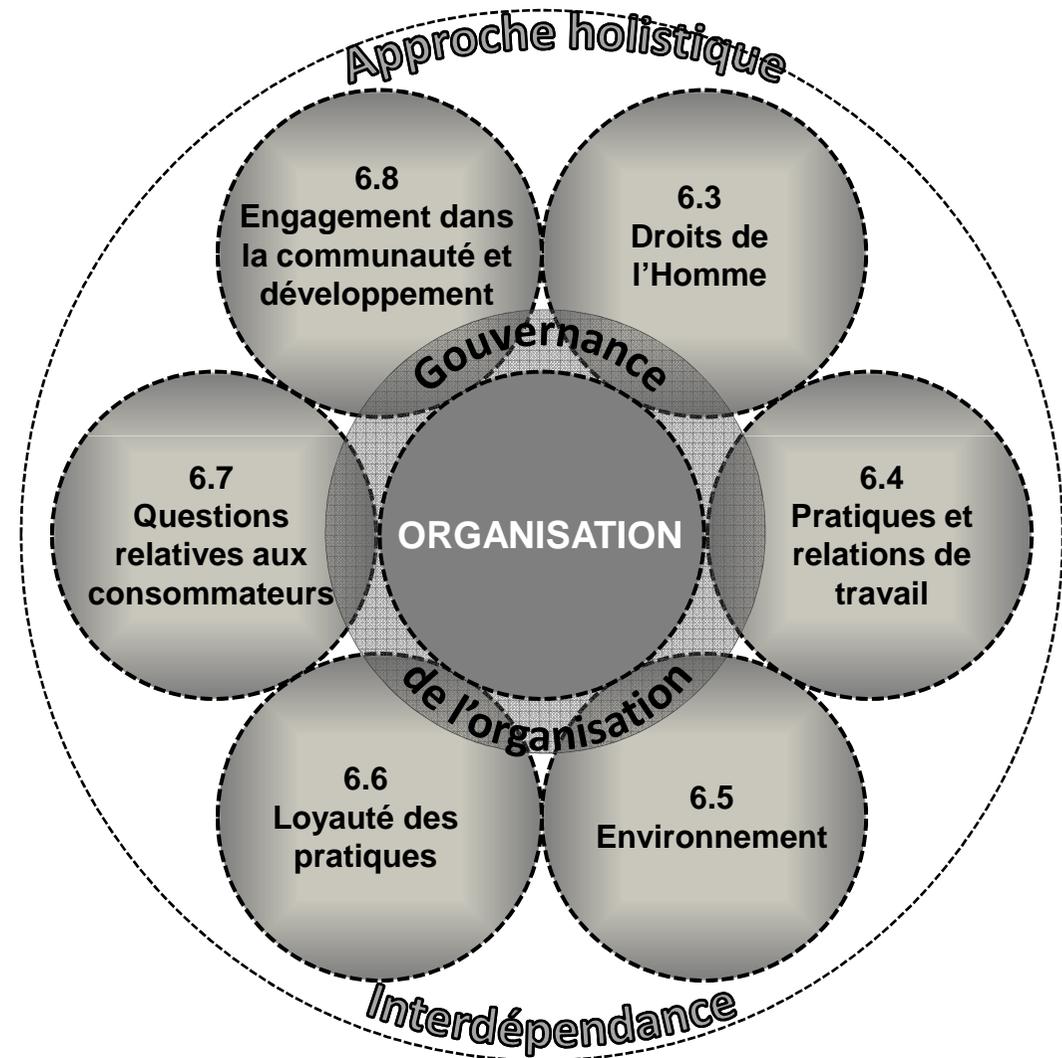
## Définition responsabilité sociétale

responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, par un comportement transparent et éthique qui

- contribue au développement durable, incluant la santé et le bien-être de la société ;
- prend en compte les attentes des parties prenantes ;
- respecte les lois en vigueur et est compatible avec les normes internationales de comportement ; et
- est intégré dans l'organisation et mis en œuvre dans ses relations.

- Redevabilité (accountability)
- Transparence
- Conduite éthique
- Respect des intérêts des parties prenantes
- Conformité légale
- Respect des normes internationales de comportement
- Respect des droits humains

## 7 principes de responsabilité sociétale



## 7 questions centrales

# L'enjeu de l'intégration des accords multilatéraux et des normalisations volontaires

## **Processus multilatéraux**

- Négociations entre les pays
- Mise en œuvre juridique après ratification
- Souveraineté nationale

## **Cadre juridique national**

## **Processus de normalisation ISO**

- Négociation entre les organismes nationaux de normalisation
- Processus de vote qualifié (moins de 25% d'opposition, tous les pays adhérents)
- Accord de Marrakech sur les barrières au commerce
- **Mise en œuvre volontaire par les acteurs** (économiques)

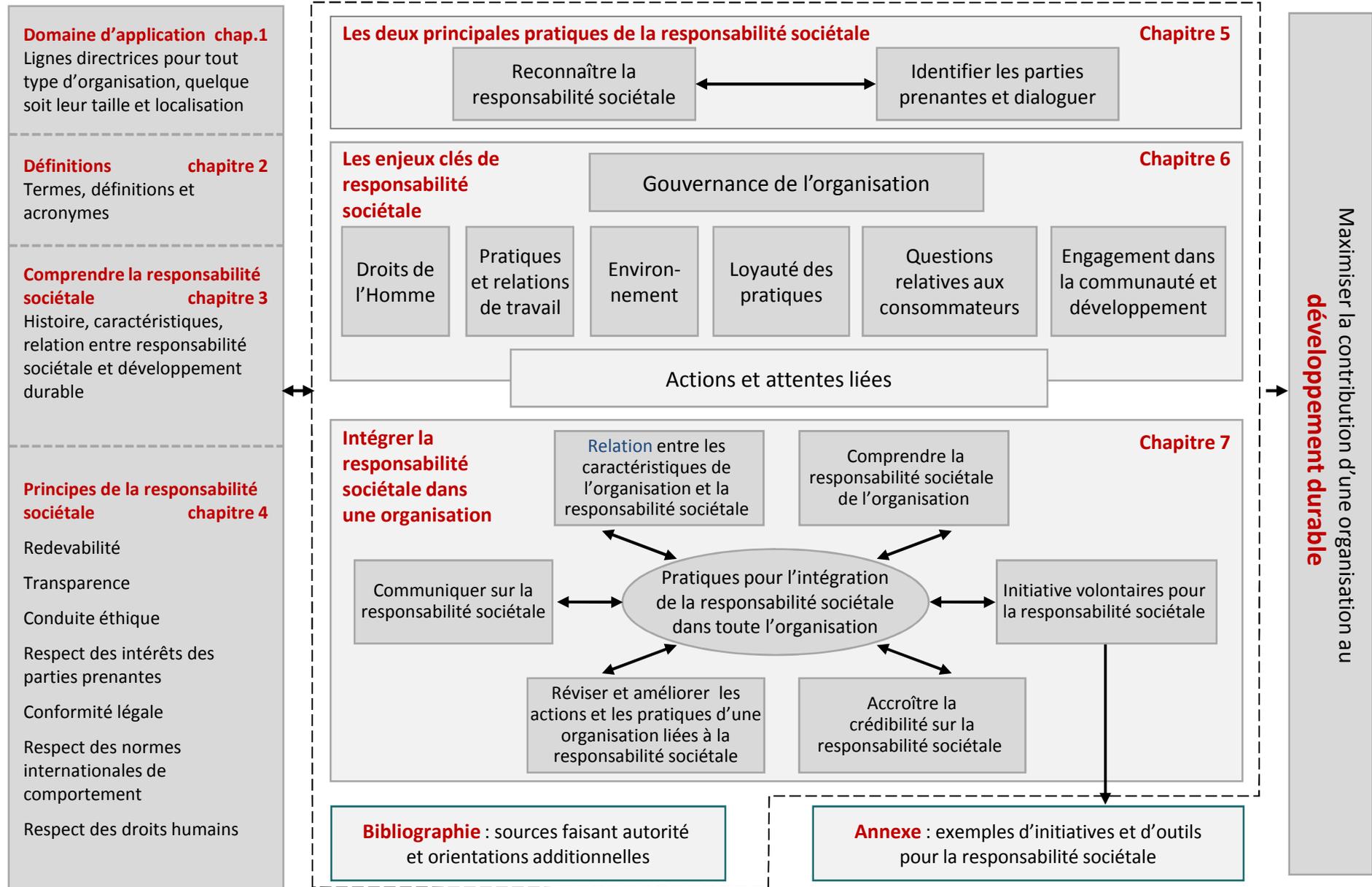
## **Conflit de légitimité**

## **Acteurs et processus séparés**

### **ISO 26000 surmonte ce clivage**

- Le processus de gouvernance à 6 a impliqué formellement les représentants gouvernementaux et les organisations internationales
- L'objectif est notamment la diffusion des normes internationales de comportement dérivées du droit international (140 textes cités)
- Elle peut être un outil de mise en œuvre des accords internationaux, particulièrement légitime sur les thèmes de la consommation et la production durable et l'économie verte (Rio + 20)

# Fig.1 : ISO 26000 vue d'ensemble



# Lignes directrices sur les questions centrales de responsabilité sociétale

## 1 - Gouvernance de l'organisation.

- Panorama , Principes et considérations, Structures et processus de prise de décision

## 2 - Droits de l'Homme

- 1 Obligation de vigilance, 2 Situations présentant un risque pour les droits de l'Homme, 3 Prévention de la complicité, 4 Remédier aux atteintes aux droits de l'Homme, 5 Discrimination et groupes vulnérables, 6 Droits civils et politiques, 7 Droits économiques, sociaux et culturels, 8 : Principes fondamentaux et droits au travail

## 3 - Relations et conditions de travail

- 1 Emploi et relations employeur/employé, 2 Conditions de travail et protection sociale, 3 Dialogue social, 4 Santé et sécurité au travail, 5 Développement du capital humain

## 4 - L'environnement

- 1 Prévention de la pollution, 2 Utilisation durable des ressources, 3 Atténuation des changements climatiques et adaptation, 4 Protection de l'environnement, biodiversité et réhabilitation des habitats naturels

## 5 - Loyauté des pratiques

- 1 Lutte contre la corruption, 2 Engagement politique responsable, 3 Concurrence loyale, 4 Promotion de la responsabilité sociétale dans la chaîne de valeur, 5 Respect des droits de propriété

## 6 - Questions relatives aux consommateurs

- 1 Pratiques loyales en matière de commercialisation, d'informations et de contrats, 2 Protection de la santé et de la sécurité des consommateurs, 3 Consommation durable, 4 Service après-vente, assistance et résolution des réclamations et litiges pour les consommateurs , 5 Protection des données et de la vie privée des consommateurs, 6 Accès aux services essentiels, 7 Éducation et sensibilisation

## 7 - Communautés et développement local

- 1 Implication auprès des communautés, 2 Éducation et culture, 3 Création d'emplois et développement des compétences, 4 Développement des technologies et accès à la technologie, 5 Création de richesses et de revenus, 6 La santé, 7 investissement dans la société

## 6.7.5 Questions relatives aux consommateurs

### 3: Consommation durable

#### 6.7.5.1 Description du domaine d'action

- La consommation durable correspond à la consommation de produits et ressources dans des quantités compatibles avec le développement durable. Le concept est celui du Principe 8 de la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement [158] qui stipule que, afin de parvenir à un développement durable et à une meilleure qualité de vie pour tous les peuples, les États devraient réduire et éliminer les modes de production et de consommation non durables. Le concept de consommation durable implique également de se préoccuper de la protection des animaux, en respectant leur intégrité physique et en évitant tout acte de cruauté [175]
- Le rôle d'une organisation en matière de consommation durable tient aux produits et services qu'elle propose, à leur cycle de vie et à leur chaîne de valeur ainsi qu'à la nature des informations qu'elle fournit aux consommateurs.
- Les niveaux de consommation actuels sont manifestement non durables, contribuant ainsi à détériorer l'environnement et à appauvrir les ressources. Les consommateurs jouent un rôle important en matière de développement durable en orientant leurs choix et leurs décisions d'achat en fonction de facteurs éthiques, sociétaux, économiques et environnementaux, sur la base d'informations précises.

# 6.7.5 Questions relatives aux consommateurs

## 3: Consommation durable (2)

### 6.7.5.2 Actions et attentes associées

Pour contribuer à assurer une consommation durable, il convient, le cas échéant, qu'une organisation:

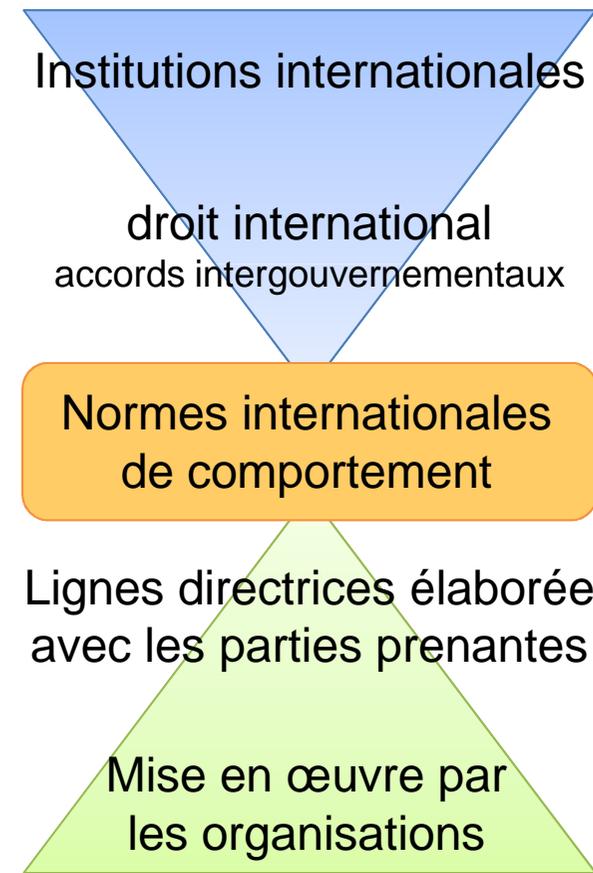
- promeuve l'éducation nécessaire pour permettre aux consommateurs de comprendre les impacts de leurs choix de produits et services sur leur bien-être et sur l'environnement. Des conseils pratiques visant à indiquer comment modifier les schémas de consommation et procéder aux changements nécessaires peuvent être fournis.
- propose aux consommateurs des produits et des services bénéfiques d'un point de vue sociétal et environnemental en tenant compte du cycle de vie complet et réduise les effets néfastes sur la société et l'environnement:
  - en éliminant, si possible, ou en réduisant le plus possible tout impact négatif des produits et services sur la santé et l'environnement, et, s'il existe des alternatives moins néfastes et plus efficaces, en proposant des produits ou des services ayant moins d'effets négatifs sur la société et l'environnement;
  - en concevant des produits et des emballages de manière à ce qu'ils puissent être facilement utilisés, réutilisés, réparés ou recyclés et, si possible, en proposant ou en suggérant des services de recyclage et de mise au rebut;
  - en accordant la préférence à des approvisionnements susceptibles de contribuer au développement durable;
  - en proposant des produits de grande qualité, ayant une durée de vie plus longue, à des prix abordables;
  - en fournissant aux consommateurs des informations scientifiquement fiables, cohérentes, véridiques, précises, comparables et vérifiables concernant les facteurs environnementaux et sociétaux liés à la production et à la livraison de ses produits ou services, y compris, le cas échéant, des informations relatives aux économies de ressources, compte tenu de la chaîne de valeur [12][13][14][15];
  - en transmettant aux consommateurs des informations relatives aux produits et services, y compris en ce qui concerne: les performances, les impacts sur la santé, le pays d'origine, l'efficacité énergétique (le cas échéant), le contenu ou les ingrédients (y compris, le cas échéant, l'emploi d'organismes génétiquement modifiés et de nanoparticules), les aspects liés au bien-être des animaux (y compris, le cas échéant, le recours à l'expérimentation animale), la sécurité d'utilisation la maintenance, le stockage et la mise au rebut des produits et de leur emballage; et
  - en se référant à des programmes d'étiquetage fiables et efficaces, vérifiés de manière indépendante, ou à d'autres programmes de vérification, tels que l'écolabel ou les activités d'audit, afin de communiquer sur les aspects environnementaux positifs, les rendements énergétiques et autres caractéristiques bénéfiques d'un point de vue sociétal et environnemental des produits et services [13][14][15]

# Normes internationales de comportement : traduction entre deux régimes de légitimité

ONU



ISO 26000 un pont institutionnel



ISO

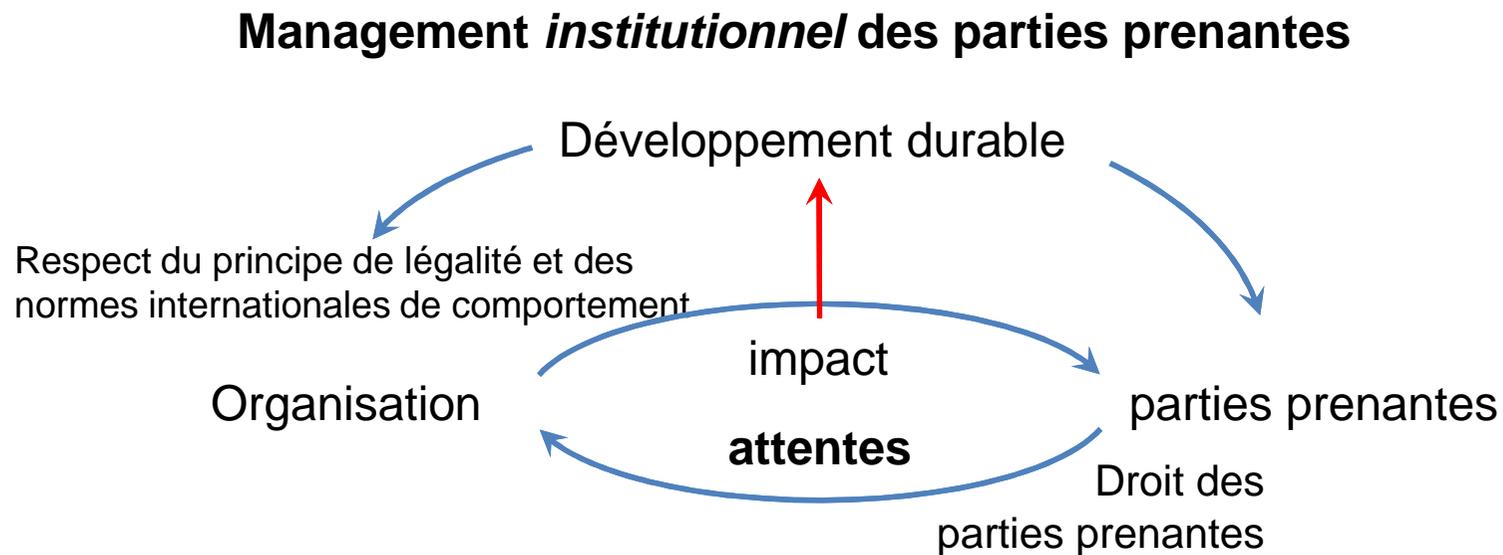
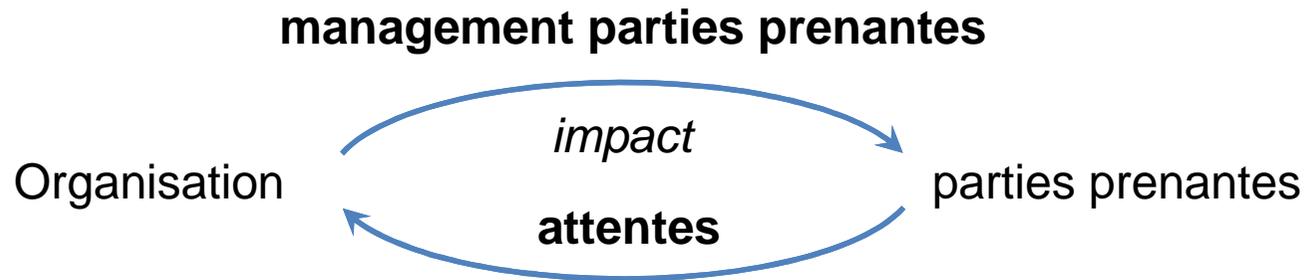
# normes internationales de comportement

- L'ISO 26000 introduit la notion nouvelle de «normes internationales de comportement » les objectifs de responsabilité sociétale ne sont pas des objectifs fixés par les parties prenantes mais sont inspirées par les textes internationaux :

## **§2.11 normes internationales de comportement**

- *attentes vis-à-vis du comportement d'une organisation en matière de responsabilité sociétale, procédant du droit coutumier international, de principes généralement acceptés de droit international, ou d'accords intergouvernementaux universellement ou quasi universellement reconnus*
- *NOTE 1 Les accords intergouvernementaux comprennent les traités et les conventions.*
- *NOTE 2 Bien que le droit coutumier international, les principes généralement acceptés de droit international et les accords intergouvernementaux s'adressent avant tout aux États, ils expriment des objectifs et des principes auxquels toutes les organisations peuvent aspirer.*
- *NOTE 3 Les normes internationales de comportement évoluent dans le temps.*
- L'ISO 26000 apparaît comme un moyen de mise en œuvre des accords internationaux. Il ne vise pas de « contourner » la souveraineté nationale, puisque la conformité avec la loi nationale est confortée, mais permet d'engager les organisations sur une base volontaire

ISO 26000 place les institutions comme une tierse partie impliquée entre l'organisation et ses parties prenantes



# L'enjeu de l'intégration des accords multilatéraux et des normalisations volontaires

## **Processus multilatéraux**

- Négociations entre les pays
- Mise en œuvre juridique après ratification
- Souveraineté nationale

## **Cadre juridique national**

## **Processus de normalisation ISO**

- Négociation entre les organismes nationaux de normalisation
- Processus de vote qualifié (moins de 25% d'opposition, tous les pays adhérents)
- Accord de Marrakech sur les barrières au commerce
- **Mise en œuvre volontaire par les acteurs** (économiques)

## **Conflit de légitimité**

## **Acteurs et processus séparés**

### **ISO 26000 surmonte ce clivage**

- Le processus de gouvernance à 6 a impliqué formellement les représentants gouvernementaux et les organisations internationales
- L'objectif est notamment la diffusion des normes internationales de comportement dérivées du droit international (140 textes cités)
- Elle peut être un outil de mise en œuvre des accords internationaux, particulièrement légitime sur les thèmes de la consommation et la production durable et l'économie verte (Rio + 20)

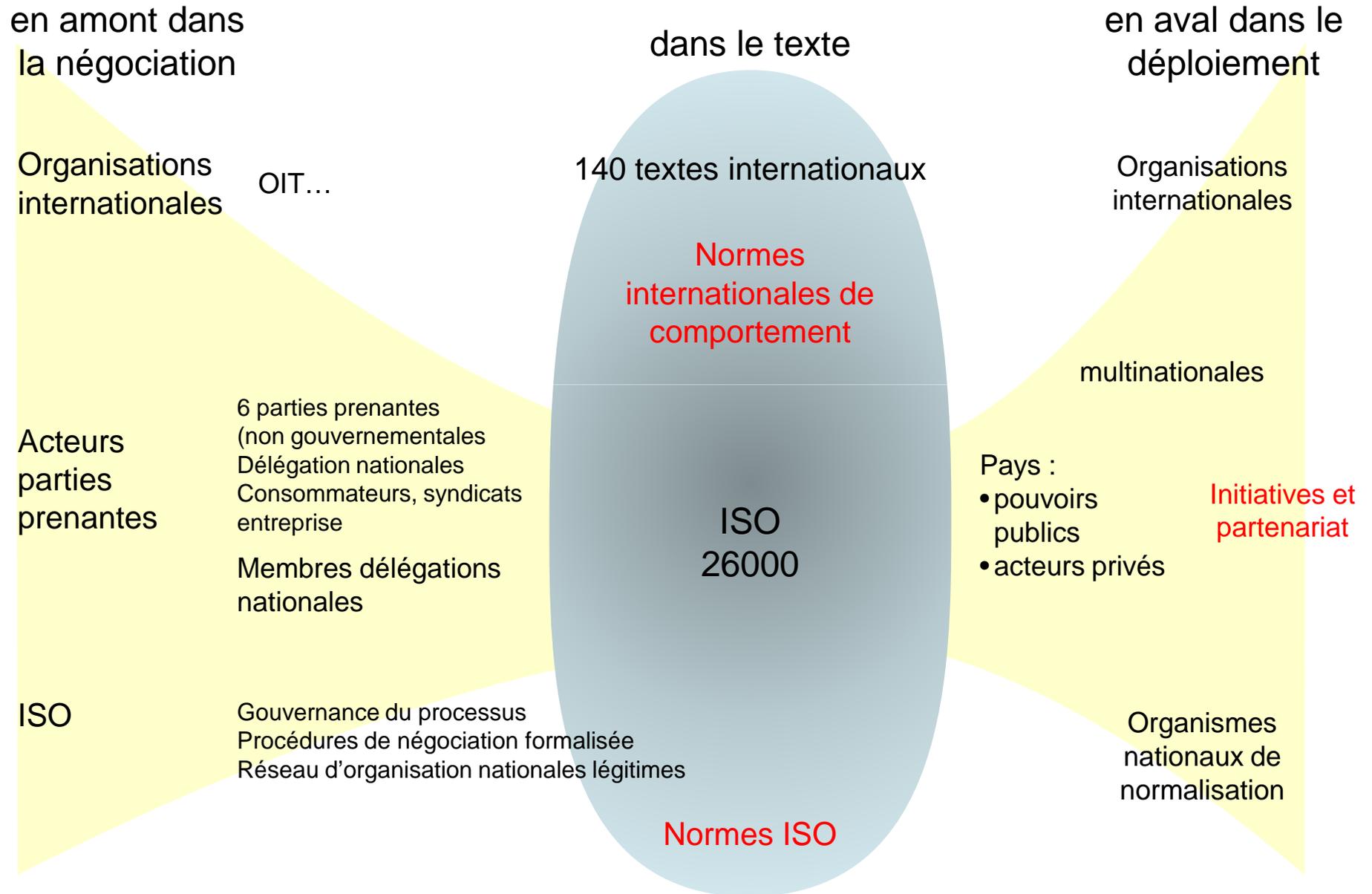
# Opportunités du travail avec l'ISO pour les organisations internationales des Nations Unies

- ISO possède une expertise technique en matière de mise en œuvre opérationnelle
- Les organisations des Nations Unies sont spécialisées dans les questions des normes substantielles et des instruments internationaux
- La participation des organismes des Nations Unies dans le processus ISO permet d'assurer que la norme ISO qui en résultera est acceptable et compatible avec les travaux des organisations intergouvernementales

Kernaghan Webb expert du Pacte mondial dans le GT de la norme ISO 26000

- Cela a été fait et la question est maintenant:
- Comment les organes des Nations Unies peuvent utiliser les résultats pour la mise en œuvre des politiques et opérationnaliser la dimension intersectorielle du développement durable ?

# Légitimité ISO 26000



# Pourquoi une cohérence entre les SNDD et la responsabilité sociétale

- La Stratégie de développement durable est : « un processus coordonné, participatif et itératif de pensée et d'action pour atteindre les objectifs économiques, environnementaux et sociaux d'une manière équilibrée et intégrée aux niveaux national et local »
  - Guidance in Preparing a National Sustainable Development Strategy: Managing Sustainable Development in the New Millennium, Background Paper, International Forum on NSDS, Accra, Ghana, 7-9 November 2001, n°13, DESA/DSD/PC2/BP13. United Nation, New York
- Les processus majeurs: stratégies de développement durable, stratégies de réduction de la pauvreté, programme sur les modes de consommation et production, le changement climatique... devraient intégrer la responsabilité sociétale comme un levier pour l'action dans une logique de cohérence et synergie
  - **Cohérence**: réduire les politiques néfastes, éviter les décisions contraires à l'objectif de développement durable, identifier et mobiliser le niveau institutionnel approprié (national, local)
  - **Synergie**: entre les politiques sectorielles, entre les mécanismes politiques (amélioration continue, indicateurs ...)
- ISO 26000 donne une solution pour une cohérence et une synergie tous les niveaux des organisations

# des stratégies publiques de type 2 ?

- ISO 26000 est fondée sur une vision holistique de la responsabilité sociale et peut être une aide dans la mise en œuvre des approches intersectorielles promues par la CDD

Niveau national

- Stratégie nationale de développement durable

Niveau de la communauté

- Local Agenda 21

- Identification des questions clés de développement durable et des objectifs communs
- Mise en œuvre d'initiatives pertinentes sur les questions clés : partenariat, coopération entre les diverses parties prenantes, outils et systèmes d'information...  
Mobilisation des acteurs privés et publics, incitations et cadre juridique pour promouvoir la responsabilité sociétale